



UNE GALERE A LA DERIVE

Devant la décision d'avancer les élections, l'opposition, sans stratégie et sans unité, dérive comme un navire sans gouvernail.

**LA CONCERTATION, C'EST DISCUTER DE LA
MEFIANCE HISTORIQUE**

Tomás Borge, membre de la Direction nationale du FSLN, éclaire les décisions prises par le gouvernement au moment où s'ouvre la période d'après-guerre.

**A DIX ANS DE LA REVOLUTION, LES FEMMES NICARAGUAYEN-
NES N'ONT PAS L'INTENTION DE S'ARRETER EN CHEMIN.**

A l'occasion de la journée internationale des femmes, un bilan des conquêtes et des revendications des femmes au Nicaragua.

UN SONDAGE DE L'OPPOSITION

Résultats d'un sondage réalisé une fondation liée au Parti populaire social chrétien (PPSC).

**GATT: L'AMERIQUE LATINE DOIT COORDONNER
SES POSITIONS**

Dans le cadre des négociations avec le GATT, l'Amérique latine a des adversaires très puissants. Selon le SELA, la concertation régionale est devenue indispensable.

**LEONARDO BOFF: POUR UNE THEOLOGIE DE LA
RECONCILIATION**

Dans la continuité de la théologie de la libération L. Boff appelle à une théologie de la réconciliation entre marxistes et chrétiens.

LE HONDURAS, BASTION MILITAIRE DES ETATS-UNIS

Par Honduras interposé, les Etats-Unis maintiennent la pression sur l'armée nicaraguayenne.

EN BREF :

- DANIELLE MITTERRAND A MANGAUA
- REDUIRE L'ANALPHABETISME : UNE PRIORITE
- UNE NOUVELLE FETE DU LIVRE

40 p 11481

UNE GALERE A LA DERIVE

par Roberto García Boza

Managua, 4 mars (ANN). Exactement l'opposition dans cette période pré-électorale ? Le mystère reste entier. Face à cette occasion de participer à des élections libres dans des conditions exceptionnelles en Amérique centrale, l'indécision des groupes d'opposition regroupés en une hétérogène "unité" est due en grande partie à l'échec de la Contra et des Etats-Unis qui espéraient renverser par la force la révolution sandiniste.

La décision d'avancer les élections a été annoncée le mois dernier par D. Ortega devant les présidents latino-américains réunis à l'occasion de l'investiture du président du Guatemala, C.A. Pérez. Ce changement qui faisait parti des revendications les plus vives de l'opposition, a reçu un appui explicite des présidents assemblés, de même que d'autres initiatives prises par le gouvernement nicaraguayen dans ce nouveau contexte de déroute de la Contra et d'éventuelle négociation avec la nouvelle Administration des Etats-Unis.

L'exigence de l'opposition d'avancer les élections avait sa logique: l'idée était que le gouvernement sandiniste, après sept ans de guerre, avait perdu son appui populaire et que cela se traduirait par un vote défavorable.

Avec flexibilité et réalisme, le gouvernement a concrétisé sa volonté de paix en proposant d'avancer les élections de huit mois, de réformer la loi électorale et la loi sur les médias. A la suite de cet engagement unilatéral d'approfondir le processus démocratique, certains groupes politiques et surtout les plus extrémistes qui n'ont pas participé à la précédente consultation électorale se sont perdus dans un discours fumeux et sinueux.

En quête d'une orientation, une partie des groupes d'opposition a tenté une démarche auprès d'O. Arias, président du Costa-Rica, et de C.A. Pérez, président du Venezuela. Leur but était de les convaincre d'appuyer des positions non prévues dans les accords d'Esquipulas, prouvant ainsi leur maintien dans une logique belliciste et une faiblesse politique évidente.

La réaction du président O. Arias, constamment sollicité par l'opposition nicaraguayenne à la recherche d'un appui internationale, a été d'exhorter publiquement ces groupes à "accepter le défi de s'intégrer à la lutte politique" même si le gouvernement ne réformait pas la loi électorale comme promis. Cette réponse faite le 28 février dernier marque une certaine lassitude face aux discours des groupes d'opposition qui apparaissent comme un véritable "bluff".

Pour le moment, avec quatre partis libéraux, quatre partis conservateurs et quatre partis socio-chrétiens qui s'entre-tuent, l'opposition ressemble à un de ces potages de vermicelle composé de petites lettres qui se gonflent dans le bouillon. Elle n'a pas de programme et son "unité" n'est qu'une fable qui recouvre des aspirations aussi nobles que l'appât de subventions internationales ou le pouvoir de tel "leader" qui cherche à s'imposer à tout prix. Sans tactique,

sans stratégie, l'échouage électoral d'une opposition privée de gouvernail est en vue...

LA CONCERTATION, C'EST DISCUTER DE LA MEFIANCE HISTORIQUE

par Jorge Sampson

Managua, 7 mars, (ANN). "La concertation consiste à discuter de la méfiance historique qui existe entre le gouvernement et les chefs d'entreprise, de façon à sortir le pays de la crise, sans que chaque secteur renonce à ses objectifs" a expliqué Tomás Borge, ministre de l'intérieur et membre de la Direction nationale du FSLN.

Dans une longue entrevue accordée à la presse, Tomás Borge faisant allusion au fait qu'après le sommet de San Salvador, la fin de la guerre contre-révolutionnaire semble imminente, a estimé que la discussion entre le gouvernement et le secteur productif "est une nécessité absolue de l'après-guerre (...). L'agression faisait obstacle au fonctionnement de l'économie mixte, bouleversait la production, les relations monétaires et les relations de marché. Opérer le rétablissement de l'économie signifie donc améliorer les relations entre les différents agents économiques. Cela ne se produit pas spontanément, mais par un accord entre tous les secteurs".

Après avoir rappelé que, pour le sandinisme, le projet d'économie mixte "n'a pas un caractère tactique mais historique et stratégique", le ministre de l'intérieur a critiqué les secteurs qui s'opposent à la concertation, signalant qu'ils ont "des critères erronés et subjectifs". "Selon eux, soit les sandinistes s'en vont, soit il n'y a pas de solution. Bien que la révolution ait affronté un ennemi aussi puissant que les Etats-Unis, il y a des gens qui doutent encore de sa force, mais on peut travailler avec ceux qui sont prêts à abandonner une conduite économique contribuant à la déstabilisation. Face à la réalité, ils doivent se disposer à accepter la révolution comme un fait irréversible".

Le dirigeant sandiniste a en outre expliqué que les mesures économiques sévères prises par le gouvernement "sont indispensables, mais leur objectif n'est pas de résoudre la crise. Pour cela, il faudrait un élément essentiel: l'arrêt de l'agression et de ses conséquences".

Dans le cadre de ces mesures, (réduction des investissements, réduction de l'appareil d'Etat, élimination des subventions non productives) "il n'est pas exclu de reculer la satisfaction de certaines revendications populaires parce que nous ne pouvons en aucun cas renoncer aux principes essentiels de la révolution".

Le ministre a signalé que la réforme agraire "est intouchable dans son essence", même si elle peut faire l'objet d'aménagements. Par ailleurs les travailleurs se verront affectés par l'amputation de certains programmes de développement et de programmes sociaux. "Nous devons savoir que pour atteindre des objectifs à long terme, il faut parfois sacrifier certaines choses. Et même, il faut parfois reculer pour préserver les objectifs stratégiques".

Confirmant le caractère manifestement socialiste de la révolution nicaraguayenne, Tomás Borge a expliqué que les mécanismes de marché sont utilisés par le capitalisme "pour reproduire le système et la domination de certains groupes.

Le socialisme, lui, les emploie à ses propres fins." Selon lui, les relations mercantiles sont "objectives" dans le schéma socialiste. "Il s'agit de les employer de façon consciente et d'éviter qu'elles opèrent à l'aveuglette. Le tout est de savoir comment utiliser les instruments".

Le ministre a signalé que la Direction nationale du FSLN est consciente que le processus engagé peut produire une distorsion des valeurs et donner lieu à diverses interprétations chez les militants. C'est pourquoi le FSLN se dispose à être plus exigeant. "Nous allons exiger un respect absolu des principes, la rigueur, l'honnêteté. S'il y a un moment où nous avons le devoir de nous attaquer à la bureaucratie, à l'égoïsme et aux autres déformations humaines, c'est bien aujourd'hui.

Par ailleurs, Tomás Borge a estimé que la concertation économique "dans une certaine mesure devra tendre à une concertation politique" grâce à laquelle tous les secteurs d'opinion pourront prendre part à la reconstruction du pays. "Il est nécessaire donner de l'élan au pluralisme politique" pour les mêmes raisons que celles qui ont poussé à la concertation économique. Mais selon lui, il n'est pas raisonnable de penser que ces deux processus vont être simultanés.

A propos des effets de la politique des Etats-Unis en cette nouvelle étape, Tomás Borge a dit: "Ce n'est un secret pour personne que l'attitude des Etats-Unis a été un élément de notre politique intérieure. Les faits ont démontré que les groupes politiques de l'entreprise privée ont conçu une stratégie propre fondée sur une éventuelle victoire de la Contra ou sur l'effondrement du sandinisme sous l'effet du mécontentement face aux difficultés matérielles. De ce point de vue, il convient de se demander si l'absence de définition d'une politique de la part de l'Administration Bush n'aura pas un effet négatif sur les adversaires de la révolution".

A DIX ANS DE LA REVOLUTION, LES FEMMES NICARAGUAYENNES N'ONT PAS L'INTENTION DE S'ARRETER EN CHEMIN.

par Raquel Fernandez

Managua, 9 mars (ANN) C'est aux cris de : "Dans le pays comme à la maison, concertation sans hésitation !", "Le balai est aussi fait pour toi !", "Non au viol !" que les femmes nicaraguayennes ont célébré la journée internationale de la femme du 8 mars. Après un vaste débat qui a réuni 700 déléguées des organisations de masse, les femmes se sont retrouvées par milliers pour écouter les interventions de Gladys Baez, représentante de leur organisation AMNLAE, et du président Ortega. Elles ont appelé à un changement dans les mentalités, exigé la libération des séquestrés par la Contra, réclamé la réforme du code pénal et du code du travail, avant de clore leur rencontre en musique et par la fête.

Depuis plusieurs mois, les femmes ont préparé ce 8 mars: une trentaine de réunions par secteurs professionnels et par régions ont eu lieu dans tout le pays. Les femmes y ont élu leur déléguées et ont débattu de leurs problèmes. Un document final a été rédigé pour servir de base à la discussion du 8 mars.

LES ASPECTS DE L'ACTIVITE NATIONALE

Les femmes sont massivement présentes dans des secteurs d'où elles étaient traditionnellement exclues, tels que la défense et l'agriculture. C'est en cela que réside leur principale conquête après 10 ans de révolution. Dans tous les secteurs, traditionnels ou non, où elles exercent leur activité, les femmes sont majoritaires aux postes de responsabilité à la base. Mais leur présence diminue au fur et à mesure que l'on gravit la pyramide des responsabilités, jusqu'à être pratiquement absente au sommet. Encouragées par le succès de leur intégration, les femmes ont demandé l'ouverture d'un débat sur ce thème.

Conquête fondamentale également le soutien résolu des femmes au processus révolutionnaire: elles ont appuyé sans réserve la participation de leurs propres enfants à la défense, malgré la violence et les dangers de la guerre, elles ont soutenu les mères des Héros et Martyrs, elles se sont battues pour le retour des 8000 séquestrés par la Contra.

LEURS REVENDICATIONS

L'une des revendications principales est l'égalité absolue dans le travail, où se manifestent encore de façon plus ou moins voilée des attitudes discriminatoires. Elles consistent par exemple à embaucher de préférence des hommes ou à faire obstacle à l'accès des femmes aux postes de direction.

De même, le chantage sexuel dans le milieu professionnel demeure un problème préoccupant, et les femmes demandent que les conventions collectives du travail intègrent une clause spéciale stipulant le licenciement immédiat de celui qui exerce ce type de pression.

Les femmes enceintes rencontrent les plus grandes difficultés professionnelles : elles sont rarement embauchées durant leur grossesse. Peu nombreuses sont les entreprises qui allègent les tâches des travailleuses qui attendent un enfant et bien que la loi l'interdise, elles sont parfois licenciées.

Les femmes ont dénoncé également le contenu des manuels scolaires qui, destinés à former "l'homme nouveau", restent empreints de stéréotypes machistes, de même dans les médias l'image de la femme est souvent dévalorisante et porte atteinte à sa dignité. Une révision des manuels est donc demandée, ainsi que la définition d'une politique des médias, afin qu'ils véhiculent une image de la femme respectueuse de sa dignité et en accord avec son avancée historique. Les déléguées ont également réclamé un espace dans ces médias afin de pouvoir diffuser une information sur les activités des femmes, leurs luttes, les questions législatives, sexuelles et sociales.

Une autre revendication concerne les centres de développement infantile (crèches ouvertes aux enfants dont les mères travaillent): jusque-là, ils font partie du budget social mais

les femmes demandent qu'ils soient considérés comme investissement productif.

Elles demandent également la révision dans les plus brefs délais des instruments juridiques tels que le code pénal et le code du travail qui, n'ayant pas été modifiés sont en contradiction avec l'égalité proclamée dans la constitution, la criminalisation des mauvais traitements dans le cadre du foyer et la dépénalisation de l'avortement.

Les femmes ont insisté, pour finir, sur la nécessité de partager les tâches domestiques entre tous les membres de la famille, afin qu'elles ne deviennent pas une double journée pour les femmes qui travaillent à l'extérieur. Une plus juste répartition est la condition du développement et de la formation professionnelle des femmes.

12 ANS DE LUTTE DES FEMMES

La première organisation révolutionnaire des femmes nicaraguayennes est née en 1977 sous le nom d'Association des femmes face à la problématique nationale (AMPRONAC) avec comme objectif principale la lutte contre la dictature.

C'était de fait une organisation sandiniste avec une façade légale. Au moment du triomphe, elle est devenue l'Association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinosa (AMNLAE, du nom de la première militante sandiniste tombée au combat). Après la chute de la dictature, les revendications des femmes sont devenues plus fortes et plus concrètes.

Des commissions de femmes se sont constituées dans les différentes organisations de masse et de métiers, pour affronter et gérer les problèmes spécifiques: elles sont actives dans la Fédération des travailleurs de la santé (80 % de femmes), dans l'Association nationale de enseignants (70 %) et dans la Centrale sandiniste des travailleurs (37 %).

Avec la révolution, les problèmes spécifiques des femmes n'ont pas disparus pour autant, mais il est devenu possible de revendiquer des changements, de chercher des solutions, de se confronter à la réalité de manière organisée en s'appuyant sur une volonté politique de résoudre ces problèmes. Et peut-être que la conquête majeure des femmes nicaraguayennes a été de prendre clairement conscience que leurs problèmes ne sont pas la conséquence inéluctable du fait d'être nées femmes, mais le résultat d'une certaine organisation sociale, imparfaite mais que l'on peut transformer.

UN SONDAGE DE L'OPPOSITION

Managua, 13 mars (ANN) 32,7 % des Nicaraguayens ont l'intention de voter pour le candidat du FSLN lors des prochaines élections présidentielles qui devraient avoir lieu en février 1990. C'est ce qu'indique un sondage réalisé auprès de 1800 personnes par la fondation Manolo Morales, liée au Parti populaire social chrétien (PPSC), d'opposition. Au total 29,8 % des citoyens votent pour l'opposition, tandis que seulement 8 % des électeurs s'abstiendraient. Le reste, soit 29,5 %, est encore indécis.

Le sondage a été effectué auprès de citoyens des deux sexes, de plus de 16 ans (âgé de la majorité civique) et résidant dans les six plus grandes villes du pays, qui rassemblent 80 % de l'électorat.

Trois dirigeants du FSLN (qui n'a pas encore désigné son candidat) ont la faveur du public: Daniel Ortega, Sergio Ramirez et Tomás Borge. Quant à l'opposition, le candidat le mieux placé est Virgilio Godoy, du Parti libéral indépendant, avec 5,7 % des intentions de vote.

Mauricio Díaz, responsable du PPSC, n'obtient que 2,3 %. Pour sa part, Edén Pastora, ancien dirigeant sandiniste passé à la Contra et qui a mené une lutte armée contre le gouvernement de Managua, ne dépasse pas les 0,5 %. Pour ce qui est des intentions de vote par partis, les résultats sont les suivants:

FSLN	30.8 %	(arrivé en tête aux élections de 84)
PLI	7.6 %	(Parti libéral indép., en troisième position en 84)
PCDN	5.8 %	(Parti conserv. du Nic., deuxième place en 84)
PPSC	4.7 %	(Parti pop. social-chrét., en quatrième position en 84)
PSC	2.7 %	(Parti social-chrétien, n'a pas participé en 84)
PSD	2.5 %	(Parti social-dém., n'a pas participé en 84)
PRT	1.0 %	(Parti révol. des travailleurs, trotskiste, pas constitué comme parti en 84)
PUCA	1.0 %	(Parti de l'Unité centramér., pas constitué comme parti en 84)

Tous les autres partis ont atteint moins d'1 %.

GATT: L'AMERIQUE LATINE DOIT COORDONNER SES POSITIONS

par Ricardo Pino Robles

Managua, 7 mars (ANN). Les négociations actuelles avec le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) sont un grand défi pour l'Amérique latine si l'on en croit le Système économique latino-américain (SELA), qui recommande une coordination régionale pour affronter les adversaires du sous-continent.

C'est ce qui ressort du séminaire centraméricain organisé par le SELA du 1er au 3 mars à propos du cycle de négociations dans le cadre du GATT appelé "Uruguay Round". Ce cycle, entrepris en 1986 à Punta del Este (Uruguay), a abordé de thèmes nouveaux comme commerce des services et les problèmes commerciaux liés aux investissements étrangers et à la propriété intellectuelle.

Les négociations du GATT reprendront le 4 avril prochain, à Genève, elles avaient été suspendues en décembre dernier, à Montréal, à cause de fortes contradictions entre les Etats-Unis et la CEE à propos des subventions accordées en Europe aux produits laitiers. L'attitude de l'Amérique latine - de même que de la majorité des pays en voie de dé-

veloppement – au cours des négociations a été "défensive" selon Henry Gill, secrétaire adjoint du SELA.

L'Amérique latine n'a pas l'initiative et a dû discuter des thèmes et propositions que les pays industrialisés considèrent comme les plus importants et qui ne correspondent pas toujours aux intérêts latino-américains.

De plus, ces négociations interviennent dans un contexte de profonde crise économique en Amérique latine et constituent pour cela "le plus grand défi de l'après-guerre pour notre diplomatie économique", comme l'a expliqué H. Gill, qui pense que "l'on n'insistera jamais assez sur l'importance d'une coordination régionale".

Le secrétaire adjoint du SELA estime que les négociations de l'Amérique latine au sein du GATT ont lieu sur fond de "crise économique permanente, crise de la dette, crise du commerce international: nos marchés contiennent à se fermer alors que le prix de nos produits d'exportation ne cessent de chuter et que les organismes financiers multilatéraux diminuent au lieu de l'augmenter, le flux des ressources vers nos pays".

Selon le SELA, les pays latino-américains doivent constamment insister sur le fait qu'ils leur sera impossible de croître et de se développer "s'ils n'arrivent pas à régler les problèmes importants qui sont liés les uns aux autres, comme celui de la dette et du commerce international" explique H. Gill. Il ajoute qu'il "sera impossible de payer le service de la dette si les marchés des pays industriels ne s'ouvrent pas aux pays en voie de développement".

Ce défi diplomatique passe également par la concertation et la coordination régionale. Selon H. Gill, maintenant "tout le monde prend conscience de l'absolue nécessité de parvenir à un consensus et de maintenir des positions coordonnées une fois assis à la table des négociations (...) Nos ennemis sont très puissants. Ils ont un pouvoir économique énorme et sont parfaitement préparés à négocier sur de nouvelles questions qu'eux-mêmes jugent les plus importantes mais qui, de notre point de vue, ne sont pas les plus pressantes. Mais nous sommes obligés de négocier".

Le secrétaire adjoint du SELA rappelle que "nos adversaires opèrent en blocs économiques: les Etats-Unis sont un bloc d'Etats, la CEE un bloc de pays et le Japon est presque comme la communauté européenne". Le séminaire centraméricain avait pour but de sensibiliser les fonctionnaires concernés par le commerce international à l'importance de ces réalités.

"Accepter les propositions faites par le nord signifierait pour nous brader notre souveraineté pour un profit qui ne nous paraît pas évident" explique H. Gill, selon lequel aucun pays, s'il reste isolé, ne pourra résister dans la négociation face aux "grands". "Ce qui est en jeu, ce sont les marchés du futur, ceux de la fin de ce siècle et du suivant. Ce qui est en jeu, c'est notre développement et notre indépendance".

LEONARDO BOFF: POUR UNE THEOLOGIE DE LA RECONCILIATION

Sao Paulo, mars (ALASEI). Il suffit de nommer Leonardo Boff et il devient inutile de le présenter davantage. Il est connu comme un des théologiens les plus importants de l'Eglise catholique d'aujourd'hui. Son nom est lié à la théologie de la libération, l'expression des chrétiens engagés en Amérique latine.

Ce Franciscain qui vit à Petropolis, près de Rio de Janeiro, est avant tout un homme simple, jovial, qui se met à rire quand un journaliste lui parle de ce que représente son nom, sa personnalité, qui exprime ses idées avec clarté et fermeté. A cinquante ans, l'auteur de "Eglise, charisme et pouvoir". Il apparaît comme le leader indiscutable des théologiens de la libération. Il ne fuit pas le dialogue avec la presse et, entre deux bières, il égrène ses idées.

ALASEI: Où en est aujourd'hui la théologie de la libération au sein de l'Eglise et à quoi se consacrent les théologiens?

LB: Plus de 80 personnes, théologiens, chercheurs en sciences sociales, anthropologues et pasteurs travaillent actuellement dans toute l'Amérique latine à faire avancer une version libératrice des thèmes fondamentaux de la foi. C'est une tentative pour systématiser la théologie de la libération et la pratique libératrice de l'Eglise, pour proposer cette réflexion aux communautés, aux évêques et à tous ceux qui, même en dehors de l'Eglise, s'intéressent à ces questions.

Ce travail comprendra 54 volumes, il s'intitule "Théologie et libération" (en Argentine "Christianisme et société"). 18 livres ont déjà été publiés en Argentine, en Espagne, au Brésil, en Italie, en Angleterre et en Allemagne, six autres sont prêts pour l'édition et le reste sera publié d'ici la quatrième conférence générale de l'épiscopat latino-américain à Saint-Domingue en 1992.

La théologie de la libération a trouvé son espace propre, car elle est l'expression de la vie d'une grande partie des chrétiens d'Amérique latine. Notre effort représente la première élaboration théologique venue du Tiers-Monde, c'est le fruit de la pratique des chrétiens militants de notre continent.

ALASEI: Ce travail concerne-t-il seulement l'Eglise et les chrétiens ou bien également d'autres secteurs de la société que la théologie de la libération a pu toucher?

LB: La théologie de la libération a essayé de créer une dynamique culturelle appréciée par les syndicats, les partis, tous ceux qui sont attentifs au mouvement culturel, et je crois qu'elle y est parvenue.

Ce sont les chrétiens engagés dans le type de vie proposé par la théologie de la libération qui donnent du poids, par leur nombre mais surtout par leur audience, aux manifestations sociales et politiques du mouvement populaire en Amérique latine. En un mot, si aujourd'hui la gauche appelle à un meeting au Brésil, 200 ou 300 personnes se déplacent. Mais si les communautés chrétiennes sont invitées,

des milliers de personnes viennent, participent. Ces chrétiens ont une forte présence au sein du corps social.

ALASEI: Il me semble entendre parler d'une nouvelle restauration de la culture chrétienne... Est-ce qu'il s'agit d'un projet de "nouvelle chrétienté", mais à partir d'une vision progressiste de l'histoire et de la société?

LB: Le projet des chrétiens de la théologie de la libération n'est pas de créer une société chrétienne mais de construire une société plus démocratique, à laquelle tous puissent participer, chrétiens et non-chrétiens. Nous ne voulons pas que le christianisme jouisse de privilèges ni que les chrétiens soient les seuls protagonistes de la nouvelle société. Les chrétiens proposent leur apport à la construction d'une société ouverte à tous, croyants et athées.

Dans une société pluraliste tous les groupes ont leur place, les chrétiens, les marxistes, les libéraux, les athées, ceux qui pratiquent d'autres religions, les rites afro-cubains et afro-brésiliens, tous peuvent s'exprimer... C'est pour cela qu'il n'y a pas danger d'une nouvelle "chrétienté". La chrétienté, c'est une volonté d'hégémonie des chrétiens sur la société dans le cadre de valeurs chrétiennes. Pour nous il ne s'agit pas de cela mais d'apporter nos valeurs chrétiennes comme une contribution pour construire une société humaine et ouverte dans laquelle tous se sentent représentés et puissent s'exprimer.

ALASEI: Existe-t-il chez les théologiens de la libération une ouverture au dialogue avec le socialisme, le socialisme réel? Certains disent que les théologiens de la libération son arrivés à une telle identité de vue avec le socialisme historique qu'on ne voit plus de différence.

LB: Les changements profonds qui traversent le socialisme réel au niveau international, à Cuba, en URSS, en Chine etc... sont connus, mais difficilement compréhensibles à travers l'information qu'en donnent les pays occidentaux. Quelque chose bouge, il faut le constater et l'accepter. Le socialisme, après avoir réalisé la révolution contre la faim, veut réaliser la révolution pour la liberté. C'est-à-dire qu'après avoir consolidé l'infrastructure qui répond aux besoins vitaux, l'alimentation, l'habitat, l'éducation et la santé, le socialisme s'ouvre à des expressions sociales plus riches, plus participatives.

ALASEI: Et ceci comporte une reconsidération du thème religieux?

LB: Effectivement, dans ce contexte le socialisme reconsidère la question religieuse. Il s'est rendu compte que c'était une nécessité. Des théoriciens de gouvernements socialistes le reconnaissent ouvertement, par exemple des membres de l'Académie des sciences de l'Union soviétique, des personnalités du gouvernement chinois, avec qui nous avons eu des contacts.

Ils réalisent que l'interprétation marxiste de la religion était courte et erronée, qu'on ne peut pas avancer avec le concept "religion - opium du peuple", bien que certaines manifestations religieuses soient effectivement cela, à un point pathologique. Marx l'a dénoncé, mais avant lui... les prophètes. Toute théologie cherche à nettoyer la religion de ses expressions ambiguës, fausses. Ces théoriciens socia-

listes admettent aujourd'hui que la religion occupe une large place, qu'elle a une fonction anthropologique, qu'elle s'enracine dans des désirs humains fondamentaux. Elle est une source créatrice de valeurs morales, spirituelles, de cette solidarité tant nécessaire aujourd'hui au niveau social et à l'échelle mondiale.

Ils se rendent compte qu'ils sont partis d'une interprétation erronée de la religion et qu'ils ont mené, en conséquence, une politique erronée qui n'a pas obtenu les résultats attendus : la religion s'est maintenue et s'est développée dans les pays socialistes. Et aujourd'hui, face au danger que court l'humanité, la religion peut être un important outil de paix et de solidarité. Si l'humanité est détruite, il n'y aura pas de place dans l'arche de Noë.

C'est pour cela que tout le monde doit collaborer pour défendre la vie, c'est pour cela que le socialisme cherche des interlocuteurs.

ALASEI: A quoi peut mener ce dialogue?

LB: Je dirai qu'il devient de plus en plus urgent d'élaborer une authentique théologie de la réconciliation. Mais attention ! Je ne parle pas de cette théologie de la réconciliation vide, sans aucun rapport avec la base ni avec une expérience réelle, qui a tenté de se construire en Amérique latine comme alternative à la théologie de la libération.

Je parle d'une théologie de la réconciliation à l'intérieur du socialisme, du moyen de réconcilier le socialisme avec le christianisme et le christianisme avec le socialisme, en dépassant leur conflit historique. L'heure est arrivée où le chrétien doit comprendre que le socialisme est un espace possible pour vivre l'Évangile. L'Église doit trouver sa place au sein du socialisme, être une force de consolidation des valeurs socialistes et apporter les valeurs chrétiennes pour la construction d'une société, je le répète, plus "sociale", plus ouverte, plus participative. De son côté, le socialisme doit s'ouvrir à la religion et la considérer, non pas comme une expression pathologique, mais comme un grand rêve de réconciliation finale, le paradis céleste ne s'opposant plus au paradis terrestre, le rêve d'une humanité qui dépasserait les limites de la mort.

Je crois que cette réconciliation commence, à l'initiative des chrétiens plus ouverts qui vivent le socialisme et des groupes marxistes avancés qui ont réfléchi à ces questions. Ils essaient de peser sur leurs gouvernements pour une plus grande souplesse de relations avec les Églises et la religion, afin d'avancer vers cette union du socialisme et du christianisme.

LE HONDURAS, BASTION MILITAIRE DES ETATS-UNIS

par Felipe Jaime

Managua, 6 mars (ANN). Les négociations pour la paix ont progressé de manière notable avec la signature des accords d'Esquipulas II et la réunion récente à San Salvador. Les relations entre le Nicaragua et le Honduras se maintiennent mais les États-Unis, afin de justifier leur présence en territoire hondurien, exercent de fortes pressions pour que ces relations se tendent. Ces pres-

sions, en droite ligne de la stratégie du gouvernement Reagan, se manifestent principalement par un harcèlement par l'armée hondurienne des forces nicaraguayennes basées à la frontière.

En ce début d'année, le ministère de la défense nicaraguayen a dénombré 14 attaques par les troupes honduriennes. Bien qu'elles n'aient pas causé de pertes dans l'armée populaire sandiniste (EPS), cette tactique de harcèlement maintient une pression constante sur le Nicaragua. Au cours de la première quinzaine de janvier, l'EPS a relevé huit violations de l'espace aérien nicaraguayen par le Honduras. En 1988, le nombre de vols de ce type - opérations de reconnaissance ou d'espionnage -, s'est élevé à 200, c'est-à-dire 60 % de plus qu'en 1987.

Grâce à cette stratégie de tension, les Etats-Unis ont une justification du maintien de l'énorme infrastructure militaire qu'ils ont installée au Honduras depuis 1982. A cette date, ils ont monté par exemple la base aérienne de Palmarola dans le département de Gracias a Dios, au nord du pays. Celle-ci est le principal centre des opérations militaires étatsuniennes en Amérique centrale, avec un effectif permanent de 1200 soldats et trois super-radars qui contrôlent clandestinement le trafic aérien dans l'isthme.

Pourquoi ces manoeuvres continues auxquelles ont participé depuis 1982 plus de 50'000 effectifs nord-américains et honduriens ? Elles ont pour but de constituer l'infrastructure militaire opérationnelle en cas d'intervention armée des Etats-Unis dans un pays d'Amérique centrale. A quoi d'autres pourraient servir les huit vastes pistes aériennes capables d'accueillir n'importe quel type d'appareil ? Le 16 janvier 1988 ont débuté des opérations d'entraînement qui dureront jusqu'à la mi-juillet 89, auxquelles participent 1924 militaires étatsuniens et honduriens. Selon les sources des forces armées honduriennes et étatsuniennes, durant ces manoeuvres, les pistes aériennes situées sur les territoires frontaliers entre le Honduras et le Nicaragua seront améliorées.

Ce type d'entraînement "mixte", qui a fait du Honduras une des places fortes des Etats-Unis dans la région, se justifie par le traité d'assistance militaire signé entre les deux pays en 1954.

Deux annexes y ont été ajoutées en 1985 : la première a trait à des constructions temporaires des Etats-Unis sur les bases honduriennes, la seconde accorde le statut diplomatique aux militaires étatsuniens basés au Honduras. Ce traité et ses annexes ont été fortement critiqués par l'opposition et d'autres secteurs honduriens qui les considèrent comme "préjudiciables à la souveraineté nationale".

Ce harcèlement des troupes honduriennes contre les positions de l'EPS se situe dans le contexte de pression des Etats-Unis pour maintenir leur présence au Honduras et de déroute de la Contra qui a cessé d'être une option viable pour les Etats-Unis.

Le problème se pose à la nouvelle Administration Bush : s'il fallait quitter le territoire hondurien, où les Etats-Unis ont investi des millions de dollars, vers quel pays déplacer leur base ? Il semble qu'il n'y ait pas d'alternative. Et ce n'est pas seulement un problème d'investissement finan-

cier. Pour les Etats-Unis, le Honduras est le pays qui présente les meilleures conditions stratégiques pour exercer une pression sur la révolution nicaraguayenne et mener leur politique en Amérique centrale.

EN BREF :

DANIELLE MITTERRAND A MANAGUA

Managua, 9 mars (ANN). Danielle Mitterrand, présidente de l'association "France-Libertés" était en visite au Nicaragua du 5 au 9 mars. Au cours d'un programme très chargé, elle a pu voir de près le "visage amer de la guerre".

Accompagnée de Rosario Murillo, épouse du président Ortega, Danielle Mitterrand s'est intéressée aux problèmes de l'enfance. Elle a visité des hôpitaux, un orphelinat et des crèches.

Elle a également rencontré des infirmes de guerre et des jeunes Nicaraguayens. Elle a promis d'étudier la possibilité d'apporter une aide concrète à plusieurs projets concernant les orphelins et les infirmes.

Elle a par ailleurs pris la parole le huit mars au cours de la rencontre des femmes appartenant aux organisations de masse, auxquelles elles ont transmis un message de solidarité.

"La femme nicaraguayenne est un exemple d'orgueil, d'amour, de tendresse et de la lutte ardente pour la paix, a-t-elle déclaré. J'ai parlé avec les mères de "héros et martyrs". Elles expriment leur douleur, mais aussi, comme femmes, elles se montrent décidées à participer au développement de l'économie nationale (...) J'ai rencontré

beaucoup de femmes qui font preuve d'ingéniosité pour affronter les difficultés et la pénurie et ne perdent pas l'espoir. Elles m'ont dit qu'elles veulent vivre en paix et laisser à leurs enfants un patrimoine qu'ils puissent enrichir (...) La lutte pour la liberté est la lutte pour la justice et elle passe par le chemin de la solidarité (...) La solidarité est un passage nécessaire sur le chemin de la paix".

La "première Dame de France", comme l'a appelée la presse locale, a été reçue par plusieurs personnalités, entre autres le président Ortega, le ministre des Relations extérieures, Miguel d'Escoto et Fernando Cardenal, ministre de l'éducation.

Dès son arrivée à Managua, Danielle Mitterrand avait rencontré, au cours d'une réception à l'ambassade de France, les résidents français représentant les organisations non gouvernementales présentes au Nicaragua, et s'était informée de leurs activités.

Le voyage de Danielle Mitterrand au Nicaragua fait partie d'une tournée qui l'avait conduite précédemment au Pérou, en Uruguay et en Equateur. Elle a quitté Managua pour se rendre à Cuba avant de séjourner à Haïti.

REDUIRE L'ANALPHABETISME : UNE PRIORITE

Managua, 6 mars (ANN). Le ministère de l'éducation (MED) a décidé d'un plan de réduction, de contrôle, puis d'éradication de l'analphabétisme, dont le taux oscille actuellement entre 18 et 20 % pour l'ensemble du pays.

Le programme d'éducation pour adultes s'adresse cette année au secteur coopératif, les ouvriers agricoles, les femmes et les jeunes qui travaillent ainsi que les groupes ethniques. La volonté du Nicaragua est de réduire le taux

d'analphabétisme à 6 % d'ici l'an 2000, taux parmi les plus faibles du monde.

Les programmes d'éducation s'efforcent d'éliminer l'analphabétisme à Managua. A Jalapa et Estelí, dans la région nord, de bons résultats ont déjà été obtenus dans cette lutte contre l'obscurantisme culturel. Selon les sources du MED, 37 quartiers de la capitale ont été alphabétisés cette année. Un appel a été lancé à la population et aux médias pour qu'ils s'intègrent à la campagne d'alphabétisation. L'ONU a décrété l'année 1990 "année internationale de l'alphabétisation". Cette date correspond au dixième anniversaire de la campagne nationale d'alphabétisation au Nicaragua. L'année prochaine devrait marquer le point de départ d'un effort intensif de dix ans pour réduire l'analphabétisme dans le monde.

Selon J.B. Arrién, porte-parole de l'UNESCO au Nicaragua et conseiller du MED, il existe dans le monde 900 millions d'analphabètes dont 44 millions en Amérique latine. La région centraméricaine est considérée par l'UNESCO comme une zone particulièrement touchée, avec 5 millions d'analphabètes. Au Nicaragua, 150'000 enfants âgés de 7 à 10 ans ne fréquentent pas l'école et 30'000 âgés de plus de 10 ans viennent grossir les chiffres de ceux qui ne savent ni lire ni écrire.

UNE NOUVELLE FETE DU LIVRE

par Raquel Fernandez

Managua, 3 mars (ANN). Quand, il y a deux ans, a été annoncé le premier festival du livre, tout laissait prévoir un échec: généralement, on n'organise pas un tel événement dans un pays alphabétisé depuis peu, subissant un blocus économique. Pourtant, 400 maisons d'édition, venues de 43 pays, ont reçu la visite de 50'000 personnes en cinq jours.

Encouragés par ce succès, les organisateurs, sous la houlette du père Ernesto Cardenal, président du Conseil national de la culture, préparent le deuxième festival du livre. Il aura lieu à Managua du 20 au 25 juillet prochain. Le programme prévu essaie de répondre à toutes les attentes et de satisfaire tous les goûts.

Les éditeurs se rencontreront pour échanger leur expérience et envisager des solutions unitaires aux problèmes communs qu'ils rencontrent dans la publication et la commercialisation des livres.

Plusieurs maisons d'édition africaines ont été invitées. "L'Afrique est l'une des trois sources de la culture américaine actuelle. De plus, il n'y a pas de canal pour la communication culturelle entre l'Afrique et l'Amérique. Ce festival peut être un point de rencontre, un lieu d'échange" expliquent les organisateurs.

De même, des conférences, tables rondes, et récitals réuniront les écrivains d'Amérique latine, d'Europe, des Etats-Unis, d'Afrique et d'Asie.

Une attention spéciale sera prêtée à la littérature enfantine et aux livres pour les jeunes.

Mais un festival du livre coûte cher, trop cher pour un pays aux maigres ressources c'est pourquoi des amis du Nicaragua vont réunir leur forces pour financer cet événement. Deux cents comités de solidarité de RFA se sont engagés à assurer au moins 80 % des dépenses. Par ailleurs, la CEE a créé un fonds pour rembourser en dollars les frais engagés par des maisons d'édition latinoaméricaines, qui manquent de devises.

Reste à expliquer pourquoi organiser un festival du livre dans un pays pauvre malmené par la guerre et par la nature. C'est que, selon les organisateurs, le Nicaragua est une référence culturelle pour des milliers de gens à travers le monde, en bien ou en mal. "Le festival sera une fenêtre ouverte où chacun pourra chercher et trouver ce qu'il attend de ce pays. De plus, le public nicaraguayen rompt avec tous les schémas du Tiers-Monde. Ici, tout le monde lit, le paysan, l'ouvrier, le soldat aussi bien que l'employé ou l'intellectuel".

JA/PP
8042 Zürich

abonnement - poste
imprimé à taxe réduite

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.